

SOCIÉTÉ

Le handicap, un enjeu invisible pour les élections départementales et régionales

Un groupe de mamans dont les enfants sont atteints de troubles du comportement, d'une déficience mentale ou encore de troubles du spectre de l'autisme s'est réuni avec les représentants de l'Afapei du Calais pour échanger sur les difficultés du quotidien, à quelques heures des élections

CHARLOTTE DEGRUSON

C'était l'occasion pour les familles et les représentants de l'Afapei du Calais de mettre en commun leurs idées et d'échanger sur les difficultés du quotidien, aussi bien du côté des structures d'accueil que des aidants. Quelques jours avant le premier tour des élections départementales et régionales, qui ont lieu ce dimanche, ils ont notamment évoqué le manque de places dans les établissements spécialisés du territoire pour accueillir les enfants et les adultes atteints de troubles du comportement, d'une déficience mentale ou encore de troubles du spectre de l'autisme.

LA DÉSINSTITUTIONNALISATION

En vue des élections, les familles s'inquiètent notamment du débat actuel concernant l'inclusivité des personnes handicapées. « Si l'inclusion est possible, alors il faut la travailler et ainsi libérer des places pour les familles qui se retrouvent sans solution », explique Jean-Marc Lecerf, président de l'Afapei du Calais.



« Il faut des structures pour accueillir les personnes qui doivent être accompagnées et suivies au quotidien »

Frédéric Descamps, directeur général de l'Afapei du Calais

Mais bien que certains puissent avoir une vie autonome, « ce n'est pas le cas pour tous, insiste Frédéric Descamps, directeur général de l'Afapei du Calais. Il faut donc des structures pour accueillir les personnes qui doivent être accompagnées et suivies au quotidien. » Pour autant, de nombreuses familles doivent garder leurs enfants à la maison faute de places dans les établissements, et l'idée de supprimer des places pour favoriser une société inclusive hérisse le poil de certaines d'entre elles. Pour cela, des mamans comme Frédérique Olivier sont obligées de s'éloigner



Les familles et les représentants de l'Afapei du Calais se sont retrouvés dans les locaux de l'IME Le lutin des Bleuets, jeudi 17 juin.

de leurs enfants pour les placer en Belgique. « Mon fils est un autiste sévère et il a été exclu de l'IME à cause de ses troubles du comportement trop violents. J'ai dû le garder huit mois à la maison avant de trouver une autre solution, mais personne ne m'a aidée et ça a été un vrai parcours du combattant de lui trouver une place en Belgique... à 150 kilomètres

de chez moi. » Pour d'autres familles, l'internat en Belgique ou ailleurs n'est pas une possibilité envisageable. « Je ne veux pas envoyer mon fils à 100 kilomètres, ça serait trop dur. Mais j'ai zéro solution aujourd'hui », confesse Sylvie Chatillon, maman de Corentin, âgé de 18 ans et atteint d'un trouble de l'autisme sévère.

LE HANDICAP INVISIBLE DANS LES POLITIQUES

Le Département est l'un des acteurs qui accordent des subventions aux établissements médico-sociaux. « Le handicap, ce n'est pas un choix chez les politiques, et tant que ça ne deviendra pas l'une de leurs priorités, on fera du surplace », souligne Sylvie Chatillon. Les ma-

mans s'accordent également sur le fait que les petites actions menées en faveur des personnes en situation de handicap ne servent « qu'à faire bonne figure ». Christelle Joyeux, dont l'enfant est atteint d'un problème génétique pense que le handicap est invisible. « Les gens disent qu'ils pensent à nous mais ils oublient aussi vite, nos enfants deviennent invisibles », proteste-t-elle. C'est ce qui s'est passé notamment avec le dépistage des plus jeunes. « Maintenant, on peut dépister les enfants très jeunes. Des places supplémentaires pour les jeunes ont été ouvertes dans les instituts, mais ça n'a pas suivi chez les adultes, je ne comprends pas comment c'est possible, les choses sont faites à moitié... et aujourd'hui on se retrouve bloqué, avec de jeunes adultes qui ne trouvent pas de place dans les établissements pour adultes », reproche Sylvie Chatillon. ■

Lettre ouverte aux candidats qui se présentent ce dimanche

Afin de sensibiliser les candidats aux élections départementales et régionales sur le problème du handicap, les différentes structures de l'Afapei du Calais ont envoyé une lettre ouverte aux différents candidats. Y est notamment évoqué le manque de moyens destinés à accueillir les personnes en situation de handicap. « L'Afapei accompagne 760 personnes en situation de handicap sur le territoire du Calais. [...] Nous sommes un acteur territorial qui réalise une mission d'intérêt général et nous constatons que nous ne parvenons pas à répondre systématiquement aux besoins de notre territoire », peut-on lire dans la lettre.

Il est demandé aux candidats de bien vouloir préciser la manière dont sera mise en œuvre leur politique en faveur des citoyennes et citoyens en situation de handicap dans le Calais. L'Afapei du Calais tient à rappeler que le département joue un rôle majeur contre les discriminations et pour l'inclusion. « Le département dispose d'une responsabilité particulière : impulser des dynamiques pour lutter contre les discriminations et l'isolement des personnes en situation de handicap et de leurs familles, au plus près de leurs besoins. Elles ont, par ailleurs, un rôle à jouer pour leur permettre de devenir des acteurs clés de la vie démocratique. »